



PRÉFET DE LA LOIRE

**ARRETE N° 240/DDPP/2019**  
**portant mise en demeure**

Le Préfet de la Loire

VU le code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 110-1, L. 211-2 à L. 211-4, L. 211-5, L. 212-1, L. 221-2, L. 221-8, L. 410-1, L. 411-1 à L. 411-7 ;

VU le décret du 3 mars 2016 portant nomination de Monsieur RICHARD Evence préfet de la Loire ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°366-DDPP-2017 délivré le 25 septembre 2017 à la société AIGUILLY RECYCLAGE pour l'exploitation d'un centre de récupération et de transit de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de VOUGY (42 720) à l'adresse suivante : Lieu-dit « Aiguilly » – Le Pont d'Aiguilly, soumise à autorisation pour les rubriques 2714-1 et 2791-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 29 mai 2019 constatant le 13 mai 2019 la non réalisation de certaines dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 366-DDPP-2017 susvisé destinées à préserver les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 29 mai 2019, transmis à l'exploitant par courrier en date du 29 mai 2019] conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU le courrier en date du 29 mai 2019 informant l'exploitant de la décision de mise en demeure susceptible d'être prise à son encontre en application du I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;

VU le courrier en date du 29 mai 2019 informant l'exploitant des sanctions susceptibles d'être prises à son encontre en application du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite en date du 13 mai 2019, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- absence des dispositions constructives relatives à la prévention des risques technologiques ;
- absence du dispositif de rétention des pollutions accidentelles ;
- absence des dispositions constructives relatives au stockage du bois ;

**CONSIDÉRANT** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société AIGUILLY RECYCLAGE de respecter les prescriptions des chapitres 8.2 et 8.4, mais également de l'article 9.4.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 366-DDPP-2017 susvisé ;

**CONSIDERANT** qu'au vu de ces éléments, il y a lieu de mettre en demeure la société de régulariser cette situation et prendre les mesures nécessaires afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le secrétaire général de la Préfecture de la Loire par intérim ;

## **ARRÊTE :**

### **Article 1<sup>er</sup> : Prescriptions – délais**

La société AIGUILLY RECYCLAGE exploitant un centre de récupération et de transit de déchets non dangereux sise au lieu-dit « Aiguilly » – Le Pont d'Aiguilly sur la commune de VOUGY (42 720), est mise en demeure de respecter les dispositions :

- du titre 8 « Prévention des risques technologiques » :
  - chapitre 8.2 : dispositions constructives
  - chapitre 8.4 : dispositif de rétention des pollutions accidentelles
- de l'article 9.4.1.1 : dispositions constructives relatives au stockage du bois

de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 366-DDPP-2017 du 25 septembre 2017 susvisé.

À compter de la notification du présent arrêté, le délai pour respecter cette mise en demeure est de **neuf (9) mois**.

### **Article 2 : Sanctions administratives**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 3 : Délais et voies de recours**

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de LYON, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- 1° Par la société AIGUILLY RECYCLAGE dans un délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement des installations présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Ce recours contentieux peut être déposé par écrit auprès de la juridiction ou au moyen de l'application [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### **Article 4 : Publicité – exécution**

Le sous-préfet de Roanne, le directeur départemental de la protection des populations de la Loire, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL)

Auvergne-Rhône-Alpes, chargée de l'inspection de l'environnement et le maire de VOUGY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société AIGUILLY RECYCLAGE.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie. Il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le 25 JUIN 2019

Le Préfet de la Loire  
par délégation  
Le Sous-Préfet de Roanne

  
Christian ABRARD

Copie en sera adressée à :

- Monsieur le président d'AIGUILLY RECYCLAGE  
Lieu-dit « Aiguilly »  
Le Pont d'Aiguilly  
42720 VOUGY
- Monsieur le maire de la commune de VOUGY
- Monsieur le sous-préfet de ROANNE
- Inspection des installations classées – DREAL Uid 42-43
- - Archives
- - Chrono